

# Pourquoi François Hollande a reculé sur la loi famille

LE MONDE | 05.02.2014 à 10h50 | Par David Revault d'Allonnes et Thomas Wieder

« *Allô, c'est François Hollande...* » En décrochant son portable, mardi 4 février un peu après 9 heures du matin, Dominique Bertinotti a eu du mal à cacher sa surprise. La ministre déléguée à la famille ne fait pas partie de ceux qui, au gouvernement, ont l'habitude d'être appelés directement par le chef de l'Etat. Comment pouvait-elle imaginer, dès lors, que le « numéro masqué » affiché ce matin-là sur l'écran de son iPhone était celui du président ?

**Adeptes des SMS, François Hollande ne décroche son téléphone que lorsque l'affaire est jugée suffisamment sérieuse. C'est le cas ce mardi matin. Le report de la loi famille, annoncé la veille par Matignon, provoque l'indignation d'une partie de la majorité. La presse parle de « *reculade* », de « *reniement* », de « *renoncement* ». Dominique Bertinotti n'est pas loin de penser la même chose – même si elle se félicite en public de voir le gouvernement « garder le cap ». Le président le sait. C'est pour cela qu'il s'est décidé à l'appeler. Qu'il reste au téléphone avec elle pendant près d'une demi-heure. Et qu'enfin il lui propose un rendez-vous en tête à tête à l'Élysée.**

Comme toujours, François Hollande raisonne en pur animal politique, c'est-à-dire en fonction du rapport de force du moment. Certes, Dominique Bertinotti ne fait pas partie des poids lourds du gouvernement. Dans l'ordre protocolaire, elle figure parmi les derniers. Au conseil des ministres, elle fait partie de ceux qui sont le plus éloignés du centre de la table, là où siègent les vedettes de l'exécutif. Pour autant, François Hollande sait qu'il doit la ménager. Parce qu'elle est très proche de Ségolène Royal, dont elle fut directrice de campagne au moment de la primaire socialiste de 2011. Parce qu'elle fut maire du 4<sup>e</sup> arrondissement de Paris, c'est-à-dire du Marais, le quartier gay de la capitale.

Et parce qu'elle incarne une certaine gauche, celle qui estime que la priorité donnée par le gouvernement à l'économie ne doit pas faire oublier les autres sujets, qui considère qu'Hollande n'a pas seulement été élu pour faire baisser le chômage, mais aussi pour libéraliser la société.

C'est parce qu'il est soucieux de ne pas rompre avec cette gauche-là, qui pèse électoralement et compte médiatiquement, que le chef de l'Etat a pris la peine de rassurer sa ministre. Mais le geste ne doit pas masquer l'essentiel : le peu d'allant avec lequel François Hollande envisage, au fond, ces questions. Candidat à l'élection présidentielle, il s'était déclaré hostile à la gestation pour autrui (GPA), montré évasif au sujet de la procréation médicalement assistée (PMA), et silencieux sur les autres sujets relatifs à la famille.

Président, il n'a pas changé. Un ami en témoigne : « *Il n'a jamais été très fana de cette histoire. Rien de cela ne figurait dans son programme présidentiel.* » Ces dernières semaines, l'hypothèse d'un report du projet de loi sur la famille avait déjà été évoquée à l'Élysée. Echaudé début 2013 par l'interminable feuilleton parlementaire du mariage pour tous, qu'il sait avoir laissé durer trop longtemps, François Hollande avait été exaspéré par les débats d'alors sur la PMA, qui avaient divisé la majorité avant d'être renvoyés par Jean-Marc Ayrault à un texte « famille » ultérieur.

Il se méfiait donc, de longue date, du retour de ce sujet délicat. « *Il y avait une interrogation, glisse un pilier du gouvernement. Tant qu'il y a une loi famille, nous donnons prétexte à interpellations et contestations sur la position du président, alors même qu'il a expliqué qu'il n'y aurait pas de GPA. On entretient la suspicion.* »

## **CRISPATION ET POLÉMIQUES**

Pur hasard du calendrier ? A l'Élysée, l'on nie fermement avoir plié sous la pression électorale des 100 000 manifestants ayant défilé à Paris et à Lyon, dimanche. « *D'abord parce que ce n'était pas une manifestation massive. Ensuite, parce que les organisateurs de cette manifestation ont bien prévu qu'elle se reproduirait à l'avenir, même si la loi qu'ils contestent est déjà votée et appliquée. Enfin, pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que la probabilité que l'un des manifestants vote pour nous un jour est proche de zéro* », explique un conseiller.

La vérité est autre. François Hollande, peut-être parce qu'il a personnellement éprouvé ces derniers mois le déplaisir des sifflets et des huées, se révèle de plus en plus sensible aux protestations de la rue. Avec le mariage pour tous, le candidat de « *l'apaisement* » avait échoué, au printemps 2013, à devenir le président du « *rassemblement* ». On l'a vu, à l'automne, plus prompt à céder aux revendications des manifestants, ainsi sur l'écotaxe face aux « bonnets rouges » ou sur le cas Leonarda face aux lycéens. Pourquoi donc risquer une crispation supplémentaire de l'électorat conservateur agrémentée de polémiques internes à la majorité ?

La religion du chef de l'Etat était faite. L'échange radiophonique pour le moins brouillé entre son ministre de l'intérieur, Manuel Valls, et le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, lundi matin, n'a fait qu'accélérer le processus. Alors que, sur RTL, le premier venait d'assurer que « *le gouvernement s'opposera aux amendements parlementaires introduisant la PMA et la GPA dans la loi famille* », le second, sur Radio Classique, appelait son camarade à respecter « *la règle du jeu* », en l'occurrence à attendre l'avis du Comité consultatif national d'éthique (voir la vidéo sur le blog de Bruno Le Roux).

## **« MACHINE À PRODUIRE DU TROUBLE »**

Le ministre a eu beau téléphoner dans la foulée au patron des députés PS, le mal était fait. C'est alors que François Hollande a décidé de trancher dans le vif. « *Ça s'est joué très vite, glisse un proche. C'était la preuve par neuf que, si on projetait cette loi dans l'espace public, il y aurait des débats interminables contredisant la priorité économique et sociale. Le président a compris que la machine à produire du trouble allait se remettre en route, inéluctablement.* » Le remède était tout trouvé : «

*Pour qu'il n'y ait pas d'amendement au projet de loi famille, il ne faut pas de projet de loi famille. »*

La décision a été actée entre François Hollande et Jean-Marc Ayrault lors de leur traditionnel déjeuner du lundi à l'Élysée. M<sup>me</sup> Bertinotti était appelée une heure plus tard par le premier ministre. Il lui a expliqué que la priorité devait être donnée au pacte de responsabilité et à la lutte contre le chômage.

Façon de dire que les réformes sociétales, dont l'exécutif assurait pourtant dans les premiers mois du quinquennat qu'elles devaient être menées car « *il n'y a jamais de bon moment pour les faire* », ne sont plus à l'ordre du jour. « *Le président a raison de chercher l'apaisement*, indique Manuel Valls au *Monde*. *On ne peut pas faire comme si le débat sur le mariage pour tous et la filiation n'avait pas laissé des traces. Dans une société fracturée, François Hollande a décidé d'éviter des débats non maîtrisés qui représentaient un vecteur supplémentaire de perturbation dans les mois qui viennent.* »